

Par le Père André*. Qu'est-ce que la République? Par le Père André.

NOUVEAU CATÉCHISME RÉPUBLICAIN.

Qu'est-ce que l'Homme?

Un être doué des facultés de penser et d'exprimer sa pensée; — un être à qui la nature a enseigné non-seulement la conservation de l'existence est le premier besoin, mais aussi qu'il est utile de résister à l'oppression, car on souffre de l'oppression, et il est naturel de vouloir ne point souffrir.

Quels sont les droits de l'Homme?

Les droits naturels de l'homme sont le libre exercice des facultés qu'il a reçues de la nature: — *exprimer* notre pensée est un droit, comme *voir*, *penser*, *agir*, et ce n'est que par la fraude ou la violence que quelques hommes ont pu enlever ce droit à tous les autres hommes... — mais l'exercice de nos facultés, réglé par les lois, doit être soumis aux lois.

Qu'est-ce que la Loi?

Les lois, ou, en d'autres termes, les règlements de la Société, sont les conditions faites et acceptées par les hommes pour vivre en société; les lois doivent donc être consenties par la Société, car il n'appartient qu'à ceux qui s'associent de régler les conditions de leur association. — Lorsque l'on établit le pacte social, l'opposition du plus petit nombre ne rend pas nul le contrat: elle empêche seulement que ce petit nombre y soit compris; mais quand la volonté du plus grand nombre a institué l'Etat, le consentement est dans la résidence. — Un peuple est toujours le maître de changer ses lois: il appartient toujours aux associés de changer les conditions de leur association.

Qu'est-ce que les Préjugés?

L'ignorance est la source des préjugés, et les préjugés entretiennent l'ignorance. Il y a des préjugés cruels, d'autres ridicules: tous méprisables. — C'est un cruel préjugé que celui qui fait croire que des hommes ne sont plus frères parce qu'ils sont nés dans des pays différents, et qu'ils doivent s'entr'égorgner pour satisfaire aux caprices, à l'ambition de ceux qui se sont proclamés leurs maîtres. — En France (pays des lumières, dit-on), il n'y a pas un siècle on osait à peine exprimer que l'enfant d'un chiffonnier naitait doué d'une nature égale à celle de l'enfant d'un seigneur; — ils naissent donc également partagés par la nature... Mais les préjugés et l'éducation des cours, qui corrompent même la nature, ont bientôt fait de celle du petit seigneur une nature inférieure à celle du petit chiffonnier.

Qu'est-ce qu'un Conquérant?

Celui qui s'occupe plutôt à agrandir son pays qu'à le rendre heureux; il porte la désolation, la misère chez les autres nations, et sacrifie à son amour-propre, à ses caprices, des milliers d'hommes. — Si l'on considère les conquêtes comme devant procurer plus de bien-être à une nation, il ne peut être procuré qu'en le volant à d'autres nations. — Un voleur ne demande que la bourse ou la vie; un conquérant demande la bourse et la vie: les lauriers sont destinés aux grands conquérants; l'échafaud aux petits voleurs.

La Fraternité ordonne que l'on assiste son prochain, et non qu'on le spolie: un homme ne devant rien dérober à son prochain, une nation ne doit rien dérober à une autre nation. — Chacun devant assistance à tous les opprimés, une nation doit assistance à toutes les nations opprimées. — Ce devoir est sacré. — L'homme qui ne va pas au secours de ses frères qu'on dépouille, qu'on assassine, n'est-il pas un lâche? — La nation qui laisse dépouiller, assassiner ses frères, ne pratique point la fraternité: — elle est indigne de la liberté, — elle est l'esclave de sa lâcheté.

Qu'est-ce que la Liberté?

La Liberté naturelle est le pouvoir qui appartient à l'homme d'exercer à son gré toutes ses facultés; mais, pour vivre en Société, les droits que nous donne la nature ont dû être réglés par la Société: ce sont ces droits qui constituent nos libertés. — La Liberté sociale c'est le libre exercice de nos droits réglés par la Société. — Le cri de: *Vive la liberté!* suppose la présence ou le souvenir récent du despotisme.

Qu'est-ce que la Société?

Une association qui établit entre les associés une égalité qui fait qu'ils s'engagent tous, sous les mêmes conditions, à remplir les mêmes devoirs afin de jouir des mêmes droits. — Ce que l'homme perd par l'état de société, c'est sa liberté naturelle et un droit illimité à tout ce qui le tente et qu'il peut atteindre... ce qu'il gagne, c'est la sûreté de sa personne et de ce qu'il possède légitimement. — La liberté naturelle n'a de bornes que les forces de l'individu; la liberté dans l'état de société est assurée par tous en faveur de chacun. — Dans l'état de société, le plus fort ne peut opprimer le plus faible: tous doivent protection à chacun.

Le PÈRE ANDRÉ a déjà publié ce Catéchisme en 1835: un grand nombre d'exemplaires en fut alors distribués dans les rues de Paris ou envoyé aux Sociétés républicaines des départements. La distribution en fut violemment, arbitrairement interrompue: les presses sur lesquelles on imprimait furent saisies, le PÈRE ANDRÉ jeté dans un cabanon de la Conciergerie, mis au secret... puis envoyé à Sainte-Pélagie... le tout sous prétexte de complot. Mais, pour la royauté, n'est-ce pas comploter que d'expliquer « Pourquoi on préfère la République à la Monarchie? »

Le PÈRE ANDRÉ ne fut rendu à la liberté qu'après plusieurs mois d'une rigoureuse détention préventive... sans qu'on ait pu le juger... (Avait-on seulement voulu se débarrasser d'un incorrigible qui, chaque jour, envoyait aux Sociétés ou faisait distribuer par ses crieurs des milliers d'écrits républicains à un centime?)

Enfin, libre, il publia simultanément et de suite, un grand nombre d'écrits, — tous de principes, — la *Déclaration des Droits de l'Homme*, les *Devoirs* et les *Droits des Républicains*, la *République*, etc., etc., publications qui le conduisirent quelquefois devant la Cour d'assises, il est vrai; — mais ces procès-là, et vingt-sept autres que la Direction du Timbre lui fit injustement, il les gagna tous.

Ses publications, à un, deux ou trois centimes l'exemplaire, étaient toujours distribuées à grand nombre. « Le bon marché, la bonne intention suppléent au mérite. » — A l'occasion d'un cri public lorsque il fallait aider au courage des crieurs contre l'arbitraire de la police, le PÈRE ANDRÉ est donc une ancienne connaissance... Et si ses amis de la capitale et des départements veulent bien encore écouter sa parole, — incorrigible et point savante, — ils retrouveront en lui le vieil apôtre des éternels principes de la fraternité universelle.

primer le plus faible: tous doivent protection à chacun.

Comment n'est-on plus digne d'être membre de la Société?

Le but de la Société étant le maintien des droits de tous par chacun, celui qui attente à ces droits, ou qui se met à la place de tous pour imposer des lois, commet le plus grand des crimes: — un assassin n'attende qu'à l'existence d'un ou de plusieurs hommes; un despote attente à l'existence de la Société entière. — Le despote brise lui-même la garantie que la Société lui accordait: il faut qu'elle se laisse enchaîner... ou qu'il périsse.

Qu'est-ce qu'un Gouvernement?

Lorsque les représentants des intérêts de la nation ont décidé qu'une chose devait être exécutée, ils en confient l'exécution au pouvoir exécutif. Ce pouvoir, qu'il soit confié à plusieurs personnes ou à une seule, on le nomme *gouvernement*, parce qu'il est chargé de gouverner selon les ordres qu'il reçoit de la nation. — Le *gouverneur* (ou les *gouverneurs*) a donc pour fonction d'appliquer la volonté générale, qui est la loi. — La Société salue le *gouverneur*, ce fonctionnaire qu'elle a commis pour faire exécuter la loi. — C'est un beau mandat que d'être le *premier commis* d'une grande nation! — Si ce commis remplit bien ses devoirs, on le garde; dans le cas contraire, il est renvoyé. Ce renvoi se fait tout simplement, comme un employeur renvoie un employé qui ne remplit pas son devoir... — Cela se fait donc sans commotions, sans coups de fusils... sans que les associés se tuent entre eux pour renvoyer leur commis. — Pour que ce commis (ce gouvernement) convienne à la Société, il faut qu'il ne soit que le fidèle exécuteur de sa volonté, et qu'il ne se mette pas à sa place.

Qu'est-ce qu'une République?

Un gouvernement dans lequel chacun est parfaitement libre en ce qui ne nuit pas aux autres; un gouvernement consenti par la majorité de la nation, la forme de ce gouvernement étant d'appeler la nation, et non une partie de la nation seulement, à délibérer sur les lois ou les choses qui lui conviennent.

Qu'est-ce qu'une Monarchie constitutionnelle?

Un roi et une constitution. — Si cette constitution a été faite par quelques hommes seulement, c'est un gouvernement dans lequel quelques hommes sont parfaitement libres en ce qui ne nuit pas aux autres; car, sans être autorisés par elle, ils font les affaires de toute la Société: c'est aux dépens de l'intérêt général qu'ils les font presque toujours dans leur intérêt particulier.

Qu'est-ce qu'un Gouvernement absolu?

Un gouvernement dans lequel un homme (le monarque) est parfaitement libre en ce qui ne nuit à tous les autres hommes. Cet homme s'arroge ordinairement le droit de faire des lois, et de s'en affranchir lui-même: presque tous les rois absolus ont organisé en leur faveur le vol, le viol, le meurtre, sans être atteints par les lois qui punissent le meurtre, le viol, le vol. — Pour rendre possible un état de choses si monstrueux, la force n'est peut-être pas suffisante: l'on s'est aidé de la fraude, du droit divin — mais toute puissance venant de Dieu, toute maladie en vient aussi. Est-ce à dire qu'il soit défendu d'appeler le médecin? Qu'un brigand me surprenne au coin d'un bois, non seulement il faut par force la bourse ou la vie, mais quand je pourrais la soustraire, suis-je en conscience obligé de la donner? Car enfin le pistolet qu'il tient est aussi une puissance: convenons donc que force ne fait pas loi.

Quelle différence y a-t-il entre un gouvernement monarchique absolu et un gouvernement républicain?

Dans un gouvernement monarchique absolu, la nation n'est rien qu'un troupeau dont un seul homme s'est rendu le maître: — dans un gouvernement républicain il n'y a d'autre maître que la loi, et l'on ne déroge pas du nom de loi la volonté d'un seul ou de quelques-uns, mais de la majorité des citoyens. — Un défaut essentiel et inévitable, qui mettra toujours le gouvernement monarchique au-dessous du républicain, est que dans celui-ci l'opinion publique n'élève presque jamais aux premières places que des hommes éclairés et capables, qui les remplissent avec honneur: au lieu que ceux qui parviennent dans les monarchies ne sont le plus souvent que de petits brouillons, de petits fripons, de petits intrigants, à qui les petits talents, qui font dans les cours parvenir aux grandes places, ne servent qu'à montrer au public leur ineptie aussitôt qu'ils y sont parvenus. Le Peuple se trompe bien moins sur ce choix que le Prince. Et un homme d'un vrai mérite est presque aussi rare dans un ministère qu'un sot à la tête d'un gouvernement républicain. Aussi, quand par quelque heureux hasard un de ces hommes, né pour gouverner, prend le timon des affaires dans une monarchie presque abîmée par ces tas de jolis régisseurs, on est tout surpris des ressources qu'il trouve, et cela fait époque dans un pays.

Qu'est-ce que la Propriété?

Lorsqu'une ou plusieurs personnes n'usurperont plus la place de la Société, la Société existera enfin: elle fera ses règlements, ses lois; elle dira les devoirs et les droits de chacun. Les devoirs détermineront comment on peut acquiescer; — les droits donneront la sûreté de la chose acquise.

Sous la Monarchie, ceux qui s'arrogent le plus de droits sont ceux qui, toujours, remplissent le moins de devoirs.

Exemples monarchiques:

« Une princesse fait un enfant; cet enfant est encore à la mamelle: on le crée colonel, général... — Quels devoirs ont cet enfant a-t-il accomplis? — Aucuns. — On vole donc pour lui le droit qu'avait un ancien soldat d'être colonel ou général. » C'est parfaitement indigne, injuste, ridicule.

Exemples républicains:

« Le premier commis de la République — et un

autre citoyen quelconque — ont chacun un enfant. Ces deux petits êtres, également protégés par la Société, deviennent des hommes; l'un fait bien, l'autre fait mal... La Société punit celui qui est nuisible; elle récompense celui qui est utile. — C'est juste, parfaitement juste.

« Mon voisin travaille: c'est son devoir: — il reçoit sa paye: c'est son droit. — La Société lui doit la sûreté de la possession de ce qu'il a gagné.

« Je ne veux pas travailler, moi... La Société ne me doit rien... absolument rien. — Si j'eusse travaillé également comme mon voisin, j'aurais également comme lui: — ainsi le veut l'Égalité républicaine. »

Ceux qui crient contre l'égalité se trompent, — ou veulent continuer à tromper les autres.

Qu'est-ce que l'Impôt?

La Société doit payer ses commis, pouvoir à l'entretien des villes, des routes, etc. Ces dépenses sont faites dans l'intérêt de tous: il est juste que chacun y contribue proportionnellement, progressivement selon ses forces. — Vouloir faire peser sur un être quelconque au-delà de ses forces, c'est tyrannique, arbitraire. — Cela arrive toujours pourtant: un homme qui a 100,000 francs de rentes, bien hypothéquées (rentes qui ne payent aucun impôt), paye 40 centimes d'impôt pour un kilo de sel: — une femme, une mère dont on a pris les fils pour en faire des soldats, — cette ouvrière, cette mère de famille, qui gagne 50 centimes par jour quand elle peut avoir de l'ouvrage, — eh bien! elle paye, elle aussi, autant que le millionnaire, 40 centimes d'impôt pour le kilo de sel. — C'est révoltant!

Quand l'insurrection est-elle un devoir?

Toutes les fois que l'Etat n'est que le roi (monarchie absolue), — ou que l'Etat n'est qu'une monarchie ornée d'une constitution imposée, — ou même que l'Etat n'est qu'une monarchie quelconque... — car le vrai monarque c'est la Nation, — toujours la Nation, qui n'a pas le droit d'abdiquer: — une Nation, pas plus qu'un homme, n'a le droit d'abdiquer sa liberté ou de se vendre... — Enfin, lorsque l'Etat n'est pas la majorité des citoyens, l'insurrection est pour tous et pour chacun le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs.

Pourquoi ne doit-on pas aimer la Monarchie?

Parce que dans ce gouvernement tous les citoyens dépendent du caprice d'un seul homme. Cet homme (le monarque) vous fait payer des impôts que vous n'avez pas consentis... Si vous ne pouvez les payer, il fait vendre vos meubles... Ce qui a rendu misérables une foule d'individus, le rend riche, lui... Et, riche à vos dépens, il se fait des créatures, des courtisans plus misérables encore que les nombreux valets qu'il nourrit de vos dépouilles;... puis, après avoir pris votre argent, il prend vos frères, en forme une armée... et si vous voulez vous réunir pour discuter les améliorations que vous aurez à implorer de sa pitié, — oh! alors, Peuple, tu n'es plus qu'un rebelle... — La loi monarchique a dit: « Paye! paye l'impôt, ne le discute pas; — paye, ne t'associes pas, ne te réunis pas... mais paye... » Et si tu t'écries, Peuple, que c'est étrange, injuste, le monarque te fait fusiller par tes frères, — par tes frères-soldats qu'il exploite comme toi, — fusiller avec des fusils achetés avec l'argent qu'il t'a volé... — Et c'est bien vrai, cela, — cela, qui est écrit en lettres de sang sur tous les pavés de Paris, — cela, qui est prescrit dans les Codes despotiques et sanglants de tous les tyrans du monde?

Pourquoi doit-on aimer la République?

Parce que dans une République les citoyens dépendent d'eux-mêmes et non d'un seul homme: les devoirs et les droits sont égaux pour tous. Il n'y a pas de privilège de naissance ou de fortune: l'ouvrier capable, honnête, qui mérite la confiance des autres citoyens, peut donc être nommé par eux à toutes les fonctions, tandis qu'avec la monarchie il n'est bon qu'à payer les impôts comme contribuable, et l'impôt du sang comme soldat... Enfin, la République est la seule forme gouvernementale qui permette l'application des belles maximes de liberté, de fraternité et d'égalité:

— De Liberté, puisque personne ne peut librement vous nuire;

— De Fraternité, afin de jouir de cet immense avantage: « Que chacun soit le frère de tous, et que tous soient les frères de chacun; »

— D'Égalité, tous les droits étant égaux, on ne plus se distingue que par le mérite et la vertu.

Quel gouvernement les amis de l'ordre et de la liberté doivent-ils préférer?

Celui qui est le moins exposé aux révolutions. —

Aucun ne l'est davantage que les monarchies. — En voici la preuve: Sous la monarchie, comment la Nation peut-elle paisiblement renvoyer un roi qui avilit le pays, un roi cruel, spoliateur?... Lui direz-vous: « Va-t'en? » Mais, violateur de la loi monarchique, qu'il a faite le monarque pour se déclarer inviolable, vous serez arrêté, condamné au dernier supplice. — Vous ferez une révolution: soit! — Et ce ne sera, si vous réussissez, qu'après avoir longtemps souffert... Vous faites donc une révolution; mais alors que de désordres dans l'organisation sociale! Le rentier voit baisser la rente; — le boutiquier ne vend plus, ne peut plus occuper les ouvriers, qui s'en vont de faim; — des millions de citoyens souffrent, partout il y a malaise, inquiétude, désolation... Et tout cela, à cause d'un homme, d'un seul homme, — du roi, — de ce commis que la Nation salue et qu'elle ne peut renvoyer sans révolution!

N'est-ce pas cela sous la monarchie? — Oui.

Avec la République point de ces désordres, ni de

sang versé, ou de misère publique lorsque la Nation change de premier commis.

Aux États-Unis, par exemple, depuis l'établissement de la forme républicaine (depuis 70 ans!), il y a eu une dizaine de Présidents... A-t-on jamais fait une révolution pour l'un d'eux? — Non!

Et ces États républicains sont calmes, prospères avec la paix républicaine.

Au lieu qu'en France, avec la Monarchie il n'y a pas la moindre assurance de tranquillité: le caprice du monarque peut, à chaque instant, porter le trouble dans la Société. La grande voix de la majorité du Peuple ne pouvant se faire entendre, les factions se forment... Les émeutes, la guerre civile sont à craindre de tous côtés: qu'elles descendent du trône, ou qu'elles s'élèvent du sein des minorités populaires! Il en sera toujours ainsi lorsqu'un roi — un gouvernement quelconque — se sera mis à la place de la Société.

La Monarchie c'est donc toujours la guerre — la plus stupide de toutes: se faire tuer pour un roi... en faveur d'un autre roi... Se battre pour changer de maître!

La République c'est la paix entre les citoyens, l'association réglée par les associés, le règne de la volonté générale et non celui d'un seul homme.

Quelques gens disent: « Les Français ne sont pas assez sages pour être en République! » — Stupides paroles, que les intérêts des maîtres ont jetées à l'ignorance des esclaves!

Comment, Français! quinze siècles de monarchie vous auraient assez abrutis pour vous rendre inférieurs à ces Américains républicains d'un demi-siècle?

France! le Ciel aurait donc pour toujours refusé au cœur de tes Fils toute étincelle divine! Ton âme serait donc de boue, de glace, qu'elle ne tressaillirait point aux sublimes accents des pensées généreuses!... Tu serais donc à jamais maudite par ces deux gardiennes de l'honneur et de la dignité des Nations, l'héroïque Liberté, la sainte Fraternité!

Non! tes Fils, ô France! doivent au Monde l'exemple de la Liberté, de la Fraternité.

Français! — frères de tous les hommes! — que votre Mère, la sainte Patrie, soit respectée par tous les hommes!

France, — sœur des Nations libres, sœur et libératrice des Nations opprimées! — sois bénie des Nations tes sœurs!

Qu'est-ce que la Religion?

..... — Nous ne comprenons pas comment nous existons. Aussitôt que nous voulons expliquer la Nature, tout est ténébres, mystères pour nous... — Notre Pensée ne peut nous révéler la création; mais n'est-elle pas là, notre Pensée, qui nous crie: « Point d'œuvre sans ouvrier, de créature sans créateur! » — L'Univers existe: donc il y a un Créateur.

Beaucoup sont venus dire comment on doit adorer le Créateur; — mais, entre tous, voyez, cherchez quel est celui qui est venu abattre les idoles sans l'Humanité de toutes les tyrannies, sauvez la Religion LIBERTÉ

la Religion LIBERTÉ ÉGALITÉ de l'homme, véritable, qui enseigne enfants du même Dieu, se et que la société qui les même à la mort. — La disaient cela... Et les créèrent — alors comme perturbateur!... — Ils le trônèrent puissants d'alors d'ignominie: la Croix avait laissé empreints ces trois mots, — le dernier mot de l'Humanité, — Liberté, Égalité, Fraternité!

Ceux donc qui ne pratiquent pas la Liberté, l'Égalité, la Fraternité, sont hors des voies de l'Humanité, hors des voies du Seigneur... — Dieu n'est pas en leur âme à ceux-là: — ils n'ont point de religion!

FIN DU CATÉCHISME.

Paris, 1848.

Amis, nous avons enfin conquis la forme gouvernementale qui, seule, puisse permettre l'application de ce qui est juste.

Nous avons l'instrument... soyons bons ouvriers... l'instrument c'est la Révolution; ne le laissons pas inoccupé, soyons révolutionnaires: continuons l'œuvre du Christ: Dieu, qui est juste, est avec nous — avec nous qui ne voulons que ce qui est juste.

Comme le Christ et les apôtres enseignons la fraternité: l'enseigner c'est la pratiquer.

Secourons nos frères... Et lorsque Dieu nous donnera cette grande, belle, sainte mission d'affranchir les nations opprimées, notre conquête à nous sera la sainte alliance des peuples.

Les rois, par la guerre font des esclaves: — les Républicains font des peuples libres;

Les rois, par la guerre volent le sol des nations: — la Patrie sera rendue aux nations spoliées!

Frères opprimés, Peuples! la République ne veut d'autre conquête que celle de votre fraternité, de votre amour;

Puis, Peuples! sur vos places publiques, — lorsque vous aurez des places publiques à vous, — nous planterons, pour vous et avec vous, le drapeau des nations libres, — le votre, le nôtre, — un seul et même drapeau, celui de la Liberté, l'Égalité, la Fraternité!

Père André.

DÉCLARATION DES DROITS DE L'HOMME ET DU CITOYEN. — 1793.

LA MARSEILLAISE. — LE CHANT DU DÉPART. — LA VERSAILLAISE. — HYMNE A LA LIBERTÉ ET A L'ÉGALITÉ. — LA GAMELLE. — CHANT CIVIQUE.

LA MARSEILLAISE.

Allons, enfants de la patrie,
Le jour de gloire est arrivé!
Contre nous de la tyrannie,
L'étendard sanglant est levé. (bis.)
Entendez-vous, dans ces campagnes,
Mugir ces féroces soldats?
Ils viennent jusque dans vos bras
Égorger vos fils, vos compagnes!
Aux armes, citoyens! formez vos bataillons!
Marchons, marchons, qu'un sang impur abreuve nos sillons.

Que veut cette horde d'esclaves,
De traîtres, de rois conjurés?
Pour qui ces ignobles entraves,
Ces fers dès longtemps préparés? (bis.)
Français, pour nous, ah! quel outrage!
Quels transports il doit exciter!
C'est nous qu'on ose méditer
De rendre à l'antique esclavage!

Aux armes, citoyens, etc.
Quoi! des cohortes étrangères
Feraient la loi dans nos foyers?
Quoi! ces phalanges mercenaires
Terrasseraient nos fiers guerriers! (bis.)
Grand Dieu! par des mains enchaînées,
Nos fronts sous le joug se ploieraient!
De vils despotes deviendraient
Les maîtres de nos destinées!

Aux armes, citoyens, etc.
Tremblez, tyrans, et vous perfides,
L'opprobre de tous les partis!
Tremblez! vos projets parricides
Vont enfin recevoir leur prix! (bis.)
Tout est soldat pour vous combattre;
S'ils tombent, nos jeunes héros,
La terre en produit de nouveaux
Contre vous tout prêts à se battre.

Aux armes, citoyens, etc.
Français, en guerriers magnanimes,
Portez ou retenez vos coups;
Épargnez ces tristes victimes
A regret s'armant contre nous: (bis.)
Mais ces despotes sanguinaires,
Mais les complices de Bouillé,
Tous ces tigres qui sans pitié
Déchirent le sein de leurs mères...

Aux armes, citoyens, etc.
AMOUR SACRÉ de la patrie,
Conduis, soutiens nos bras vengeurs:
Liberté, liberté chérie,
Combats avec les défenseurs: (bis.)
Sous nos drapeaux de la Victoire
Accours à tes mâles accents:
Que tes ennemis expirants
Voient ton triomphe et notre gloire!

Aux armes, citoyens, etc.
COUPLETS DES ENFANTS.
Nous entrerons dans la carrière
Quand nos aînés n'y seront plus:
Nous y trouverons leur poussière
Et la trace de leurs vertus! (bis.)
Bien moins jaloux de leur survivre
Que de partager leur cercueil,
Nous aurons le sublime orgueil
De les venger ou de les suivre.

ROUGET DE L'ISLE.

LE CHANT DU DÉPART.

UN REPRÉSENTANT DU PEUPLE.

La Victoire, en chantant, nous ouvre la barrière;
La Liberté guide nos pas;
Et du Nord au Midi, la trompette guerrière
A sonné l'heure des combats.
Tremblez, ennemis de la France,
Rois ivres de sang et d'orgueil!
Le peuple souverain s'avance;
Tyrans, descendez au cercueil.
La République nous appelle;
Sachons vaincre, ou sachons périr:
Un Français doit vivre pour elle;
Pour elle, un Français doit mourir.

CHOEUR DES GUERRIERS.

La République, etc.

UNE MÈRE DE FAMILLE.

De nos yeux maternels ne craignez point les larmes;
Loin de nous de lâches douleurs!
Nous devons triompher, quand vous prenez les armes:
C'est aux rois à verser des pleurs.
Nous vous avons donné la vie:
Guerriers, elle n'est plus à vous:
Tous vos jours sont à la patrie;
Elle est votre mère avant nous.

CHOEUR DES MÈRES DE FAMILLE.

La République vous appelle, etc.

DEUX VIEILLARDS.

Que le fer paternel arme la main des braves;
Songez à nous au champ de Mars:
Consacrez dans le sang des rois et des esclaves
Le fer béni par vos vieillards;
Et, rapportant sous la chaumière
Des blessures et des vertus,
Venez fermer notre paupière
Quand les tyrans ne seront plus.

CHOEUR DES VIEILLARDS.

La République vous appelle, etc.

UN ENFANT.

De Barra, de Viala, le sort nous fait envie;
Ils sont morts, mais ils ont vaincu.
Le lâche accablé d'ans n'a point connu la vie:
Qui meurt pour le peuple a vécu.
Vous êtes vaillants, nous le sommes;
Guidez-nous contre les tyrans!
Les Républicains sont des hommes;
Les esclaves sont des enfants.

CHOEUR DES ENFANTS.

La République nous appelle, etc.

UNE ÉPOUSE.

Partez, vaillants époux, les combats sont nos fêtes;
Partez, modèles des guerriers;
Nous cueillerons des fleurs pour ceindre vos têtes;
Nos mains tresseront vos lauriers.
Et si le temple de Mémoire
S'ouvrait à vos mânes vainqueurs,
Nos voix chanteraient votre gloire,
Et nos flancs porteraient vos vengeurs.

CHOEUR DES ÉPOUSES.

La République vous appelle, etc.

UNE JEUNE FILLE.

Et nous, sœurs des héros, nous qui de l'hyménée
Ignorons les aimables nœuds,
Si, pour s'unir un jour à notre destinée,
Les citoyens forment des vœux,
Qu'ils reviennent dans nos murailles,
Beaux de gloire et de liberté,
Et que leur sang, dans les batailles,
Ait coulé pour l'égalité.

CHOEUR DES JEUNES FILLES.

La République nous appelle, etc.

TROIS GUERRIERS.

Sur ce fer, devant Dieu, nous jurons à nos pères,
A nos épouses, à nos sœurs,
A nos représentants, à nos fils, à nos mères,
D'anéantir nos oppresseurs!
En tous lieux, dans la nuit profonde
Plongeant l'infâme royauté,
Les Français donneront au monde
Et la paix et la liberté.

CHOEUR GÉNÉRAL.

La République nous appelle, etc.

M.-J. CHÉNIER.

LA VERSAILLAISE.

Quels accents! quels transports! partout la gaité brille:
La France est-elle donc une seule famille?
Aux lieux même où les rois étaient leur fierté,
On célèbre la liberté. (bis.)
Est-ce une illusion? suis-je au siècle de Rhéa?
J'entends chanter partout d'une voix assurée:
Nous ne reconnaissons, en détestant les rois,
Que l'amour des vertus et l'empire des lois.

Quel spectacle enchanteur! au nom de la patrie,
Tout s'anime, tout prend une nouvelle vie;
Le vieillard semble encor, par sa vivacité,
Renaitre pour la liberté. (bis.)
Et l'enfant, accusant la faiblesse de l'âge,
S'irrite d'être jeune, et chante avec courage:
Nous ne reconnaissons, en détestant les rois,
Que l'amour des vertus et l'empire des lois.

Enfants, guerriers, vieillards, épouses, filles, mères,
Le riche citoyen, l'habitant des chaumières,
Tous jurent, réunis par la fraternité,
De mourir pour la liberté. (bis.)
En chassant les Tarquins, Brutus ne vit que Rome:
Pour réformer le monde, instruits par ce grand homme,
Ne reconnaissons plus, en détestant les rois,
Que l'amour des vertus et l'empire des lois.

Jadis d'un oppresseur l'injuste tyrannie
Assouvissait sur nous sa fureur impunie;
Et l'homme vertueux, dans la captivité,
Soupirait pour la liberté. (bis.)
Maintenant l'homme juste a brisé ses entraves;
Les Français, indignés de s'être vus esclaves,
Ne reconnaissent plus, en détestant les rois,
Que l'amour des vertus et l'empire des lois.

Peuples qui gémissiez sous un joug tyrannique,
Venez voir le Français à sa fête civique:
Comparez vos terreurs à la sérénité
Des enfants de la liberté. (bis.)
Comparez à vos fers ces guirlandes légères
Que porte en s'embranchant tout un peuple de frères;
Vous ne reconnaissez, en détestant les rois,
Que l'amour des vertus et l'empire des lois.

HYMNE A LA LIBERTÉ

ET A L'ÉGALITÉ.

Présent des cieux, auguste liberté,
Viens épancher tes bienfaits sur la France,
Et qu'avec toi la douce égalité
Fasse de nous une famille immense.

Peuples, craignez d'abuser de vos droits:
Que la loi seule en dirige l'usage;
Car, l'insensé qui viole les lois
Est un tyran qui court à sa tête.

La liberté n'est donc que dans la loi;
La loi, de tous la volonté suprême,
C'est mon ouvrage, elle est faite par moi;
Soumis aux lois, j'obéis à moi-même.

L'égalité, la balance à la main,
Pèse nos droits civils et politiques;
Elle répand sur chaque citoyen
Et les bienfaits et les charges publiques.

Mais viendra-t-elle ôter à l'ouvrier
Les fruits heureux d'une longue industrie?
Et le fuyard aura-t-il le laurier
Du citoyen qui sauva la patrie?

Non, elle est juste: aux vertus, aux talents,
Pour nous servir, elle ouvre la carrière;
Elle préfère aux vices opulents,
L'humble vertu que couvre la chaumière.

Qu'un magistrat me juge au tribunal,
Des lois en lui j'honore l'interprète;
Mais hors de là je marche sur son égal,
Et de la loi le glaive est sur sa tête.

Si vous voulez garder la liberté,
Français, prenez des mœurs républicaines:
Respect aux lois, droiture, probité,
Faites un choix... des vertus ou des chaînes.

DESMAREST.

LA GAMELLE.

AIR: Dansons la carmagnole.

Savez-vous pourquoi, mes amis,
Nous sommes tous si réjouis?
C'est qu'un repas n'est bon
Qu'appâté sans façon:
Mangeons à la gamelle,
Vive le son (bis.)
Mangeons à la gamelle,
Vive le son du chaudron.

Point de froideur, point de hauteur,
L'aménité fait le bonheur;
Non, sans fraternité,
Il n'est point de gaieté.
Mangeons à la gamelle,
Vive le son,

Nous faisons fi des bons repas,
On y veut rire, on ne peut pas.
Le mets le plus frivole
Dans un vase brillant,
Ne vaut pas la gamelle.
Vive le son, etc.

Vous qui bâillez dans vos palais
Où le plaisir n'entra jamais,

Pour vivre sans souci,
Il faut venir ici
Manger à la gamelle.
Vive le son, etc.

On s'affaiblit dans le repos,
Quand on travaille on est dispos.
Que nous sert un grand cœur,
Sans la mâle vigueur
Qu'on gagne à la gamelle.
Vive le son, etc.

Une fille à tempérament
Qui veut se choisir un amant,
Aux faquins du bon ton,
Préfère un bon luron
Qui mange à la gamelle.
Vive le son, etc.

Savez-vous pourquoi les Romains
On subjugué tous les humains?
Amis, n'en doutez pas.
C'est que ces fiers soldats
Mangeaient à la gamelle.
Vive le son, etc.

Les Carthaginois si lurons.
A Capoue ont fait les capons.
S'ils ont été vaincus,
C'est qu'ils ne daignaient plus
Manger à la gamelle.
Vive le son, etc.

Bientôt les brigands couronnés
Mourant de faim, proscrits, bernés,
Vont envier l'état
Du plus pauvre soldat
Qui mange à la gamelle.
Vive le son, etc.

Ah! s'ils avaient le sens commun,
Tous les peuples n'en feraient qu'un:
Loin de s'entr'égorgier,
Ils viendraient tous manger
A la même gamelle.
Vive le son, etc.

Amis, terminons ces couplets
Par le serment des bons Français:
Jurons tous mes amis,
D'être toujours unis,
Vive la République!
Vive le son (bis.)
Vive la République!
Vive le son du canon.

CHANT CIVIQUE.

Veillons au salut de l'empire,
Veillons au maintien de nos droits;
Si le despotisme conspire,
Conspirons la perte des rois.
Liberté, liberté, que tout mortel te rende hommage!
Tyrans, tremblez! vous allez expier vos forfaits.
Plutôt la mort que l'esclavage,
C'est la devise des Français.

Du destin de notre patrie
Dépend celui de l'univers;
Si jamais elle est asservie,
Tous les peuples sont dans les fers.
Liberté, liberté, que tout mortel te rende hommage!
Tyrans, tremblez! vous allez expier vos forfaits.
Plutôt la mort que l'esclavage,
C'est la devise des Français.

Ennemis de la tyrannie,
Paraissez tous, armez vos bras;
Du fond de l'Europe avilie,
Marchez avec nous aux combats.
Liberté, liberté, que ce nom sacré vous rallie!
Poursuivons les tyrans, punissons, punissons leurs forfaits.
Nous servons la même patrie,
Les hommes libres sont Français.

DÉCLARATION

DES

DROITS DE L'HOMME ET DU CITOYEN.

La déclaration des droits est la constitution de tous les peuples: les autres lois sont muables par leur nature, et subordonnées à celle-ci. Qu'elle soit sans cesse présente à tous les esprits; qu'elle brille à la tête de votre code public; que le premier article de ce code soit la garantie formelle de tous les droits de l'homme; que le second porte que toute loi qui les blesse est tyrannique et nulle; qu'elle soit portée en pompe dans vos cérémonies publiques; qu'elle frappe les regards du peuple dans toutes ses assemblées, dans tous les lieux où résident ses mandataires; qu'elle soit écrite sur les murs de nos maisons; qu'elle soit la première leçon que les pères donnent à leurs enfants.

ART. 1^{er}. Le but de toute association politique est le maintien des droits naturels et imprescriptibles de l'homme, et le développement de toutes ses facultés.
ART. 2. Les principaux droits de l'homme sont ceux de pouvoir à la conservation de l'existence et la liberté.

ART. 3. Ces droits appartiennent également à tous les hommes, quelle que soit la différence de leurs forces physiques et morales.
L'égalité des droits est établie par la nature; la société, loin d'y porter atteinte, ne fait que la garantir contre l'abus de la force qui la rend illusoire.

ART. 4. La liberté est le pouvoir qui appartient à l'homme d'exercer à son gré toutes ses facultés; elle a la justice pour règle, les droits d'autrui pour bornes, la nature pour principe, et la loi pour sauvegarde.

ART. 5. Le droit de s'assembler paisiblement, le droit de manifester ses opinions, soit par la voie de la presse, soit de toute autre manière, sont des conséquences si nécessaires du principe de la liberté de l'homme, que la nécessité de les énoncer suppose ou la présence, ou le souvenir récent du despotisme.

ART. 6. La propriété est le droit qu'a chaque citoyen de jouir et de disposer à son gré de la portion de bien qui lui est garantie par la loi.

ART. 7. Le droit de propriété est borné comme tous les autres par l'obligation de respecter les droits d'autrui.

ART. 8. Il ne peut préjudicier ni à la sûreté, ni à la liberté, ni à l'existence, ni à la propriété de nos semblables.

ART. 9. Tout trafic qui viole ce principe est essentiellement illicite et immoral.

ART. 10. La société est obligée de pourvoir à la subsistance de tous ses membres, soit en leur procurant du travail, soit en assurant les moyens d'exister à ceux qui sont hors d'état de travailler.

ART. 11. Les secours indispensables à celui qui

manque du nécessaire, sont une dette de celui qui possède le superflu. Il appartient à la loi de déterminer la manière dont cette dette doit être acquittée.

ART. 12. Les citoyens dont les revenus n'excèdent point ce qui est nécessaire à leur subsistance, sont dispensés de contribuer aux dépenses publiques; les autres doivent les supporter *progressivement*, selon l'étendue de leur fortune.

ART. 13. La société doit favoriser de tout son pouvoir les progrès de la raison publique, et mettre l'instruction à la portée de tous les citoyens.

ART. 14. Le peuple est souverain; le gouvernement est son ouvrage et sa propriété.

ART. 15. La loi est l'expression libre et solennelle de la volonté du peuple.

ART. 16. La loi doit être égale pour tous.

ART. 17. La loi ne peut défendre que ce qui est nuisible à la société; elle ne peut ordonner que ce qui lui est utile.

ART. 18. Toute loi qui viole les droits imprescriptibles de l'homme est essentiellement injuste et tyrannique; elle n'est point une loi.

ART. 19. Dans tout état libre, la loi doit surtout défendre la liberté publique et individuelle contre l'autorité de ceux qui gouvernent.

Toute institution qui ne suppose pas le peuple bon et le magistrat *corruptible*, est vicieuse.

ART. 20. Aucune portion du peuple ne peut exercer la puissance du peuple entier; mais le vœu qu'elle exprime doit être respecté comme le vœu d'une portion du peuple, qui doit concourir à former la volonté générale. Chaque section du souverain assemblé doit jouir du droit d'exprimer sa volonté avec une entière liberté; elle est essentiellement indépendante de toutes les autorités constituées, et maîtresse de régler sa police et ses délibérations.

ART. 21. Tous les citoyens sont admissibles à toutes les fonctions publiques, sans aucune autre distinction que celle des vertus et des talents, sans aucun titre que la confiance du peuple.

ART. 22. Tous les citoyens ont un droit égal de concourir à la nomination des mandataires du peuple et à la formation de la loi.

ART. 23. Pour que ces droits ne soient point illusoires et l'égalité chimérique, la société doit salarier les fonctionnaires publics, et faire en sorte que les citoyens qui vivent de leur travail puissent assister aux assemblées publiques où la loi les appelle, sans compromettre leur existence ni celle de leur famille.

ART. 24. Tout citoyen doit obéir religieusement aux magistrats et aux agents du gouvernement, lorsqu'ils sont les organes ou les exécuteurs de la loi.

ART. 25. Mais tout acte contre la liberté, contre la sûreté ou contre la propriété d'un homme, exercé par qui que ce soit, même au nom de la loi, hors des cas déterminés par elle et des formes qu'elle prescrit, est arbitraire et nul; le respect même de la loi défend de s'y soumettre; et si on veut l'exécuter par la violence, il est permis de le repousser par la force.

ART. 26. Le droit de présenter des pétitions aux dépositaires de l'autorité publique, appartient à tout individu. Ceux à qui elles sont adressées doivent statuer sur les points qui en font l'objet, mais elles ne peuvent jamais ni en interdire, ni en restreindre, ni en condamner l'exercice.

ART. 27. La résistance à l'oppression est la conséquence des autres droits de l'homme et du citoyen.

ART. 28. Il y a oppression contre le corps social, lorsqu'un seul de ses membres est opprimé.

Il y a oppression contre chaque membre du corps social, lorsque le corps social est opprimé.

ART. 29. Lorsque le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est pour le peuple, et pour chaque portion du peuple, le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs.

ART. 30. Quand la garantie sociale manque à un citoyen, il rentre dans le droit naturel de défendre lui-même tous ses droits.

ART. 31. Dans l'un et l'autre cas, assujéti à des formes égales la résistance à l'oppression, est le dernier raffinement de la tyrannie.

ART. 32. Les fonctions publiques ne peuvent être considérées comme des distinctions ni comme des récompenses, mais comme des devoirs publics.

ART. 33. Les délits des mandataires du peuple doivent être sévèrement et facilement punis. Nul n'a le droit de se prétendre plus inviolable que les autres citoyens.

ART. 34. Le peuple a le droit de connaître toutes les opérations de ses mandataires; ils doivent lui rendre un compte fidèle de leur gestion, et subir son jugement avec respect.

ART. 35. Les hommes de tous les pays sont frères, et les différents peuples doivent s'entraider selon leur pouvoir, comme les citoyens du même état.

ART. 36. Celui qui opprime une seule nation se déclare l'ennemi de toutes.

ART. 37. Ceux qui font la guerre à un peuple pour arrêter les progrès de la liberté et anéantir les droits de l'homme, doivent être poursuivis partout, non comme des ennemis ordinaires, mais comme des assassins et comme des brigands rebelles.

ART. 38. Les rois, les aristocrates, les tyrans, quels qu'ils soient, sont des esclaves révoltés contre le souverain de la terre, qui est le genre humain, et contre le législateur de l'univers, qui est la nature.

NOTA. — Les Républicains réellement républicains doivent faire le plus possible de propagande républicaine. — Nous leur donnons, pour quelques francs, la possibilité de distribuer dans les villes et les campagnes plusieurs centaines d'exemplaires de ce *livre* qui est la fraternité universelle. Ces écrits sont presque tous de huit pages, et ne coûtent que un centime chacun (ceux de seize pages, deux centimes). — Les citoyens des départements qui ne pourraient ou ne pourraient adresser aux libraires de leur localité, peuvent envoyer un bon de trois francs sur la poste ou une maison de Paris, et ils recevront de suite 150 à 200 exemplaires environ assortis: — pour six francs, 300 à 400 exemplaires assortis — et pour quinze francs, 800 à 1,000 exemplaires. — Plusieurs citoyens pourraient se cotiser pour faire une demande plus considérable. — S'adresser au directeur de la Propagande républicaine.